

J'ai toujours pensé que si nous dépensons l'argent des contribuables, nous devrions nous efforcer d'investir cet argent de façon rentable, comme le font les autres investisseurs. Puisque, dans bien des cas, le montant investi est important, avant de prendre la moindre décision, nous devrions tenir compte de la façon dont l'argent sera dépensé et du rendement que nous comptons en tirer, non seulement sur le plan monétaire, mais aussi du point de vue de la participation locale. Nous ne pouvons pas continuer à relever sans cesse les impôts des contribuables. Les gagne-petit et les travailleurs à revenu moyen du Canada paient déjà largement leur part. Dans certains cas, ils paient beaucoup plus que leurs moyens ne le leur permettent. Par conséquent, le gouvernement ne devrait pas leur demander de travailler comme ils le font pour le revenu qu'ils obtiennent et de payer en outre des impôts que le gouvernement remettra éventuellement à des sociétés mal gérées au départ.

Nous constatons actuellement que dans certains secteurs, les cadres décisionnaires des sociétés exerceront de fortes pressions afin d'inciter le gouvernement à leur consentir d'autres concessions fiscales, une allocation pour épuisement plus élevée, un taux plus rapide d'amortissement ou une modification des règles du jeu pour répondre aux désirs sinon aux besoins de ces sociétés. Vous ne serez pas étonné, j'en suis certain, monsieur l'Orateur, de savoir que ce qui me préoccupe vivement est l'industrie automobile et la situation dans laquelle elle se trouve à l'heure actuelle.

Les représentants de l'industrie automobile ne comparaitront pas devant un sous-comité du Sénat aujourd'hui à cause de l'inauguration mais ils y comparaitront demain et présenteront au gouvernement américain des propositions d'assistance qui, nous l'espérons, parviendront à rajeunir l'industrie aux prises avec de graves difficultés. Lorsque cette requête sera présentée au gouvernement américain, l'industrie sera priée de prendre de fermes engagements auxquels elle ne pourra se soustraire sans autorisation.

Je me prends à songer que les mêmes représentants de l'industrie viendront ici un jour, mais pas pour comparaître devant un comité parlementaire. Ils seront reçus à huis clos par le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Ils auront des tête-à-tête au coin du feu pour discuter comment le gouvernement peut accorder d'autres deniers publics à ces sociétés afin de leur venir en aide. A mon avis, ces représentants devraient comparaître d'abord devant un comité de la Chambre. A mon avis, il faudrait leur demander de répondre à certaines questions fondamentales sur la nature de leur industrie afin que, lorsqu'on nous demande d'imposer de plus en plus lourdement les citoyens, de prélever une plus grosse part de leurs revenus pour subventionner cette industrie, nous possédions les réponses aux questions suivantes: pourquoi une telle différence entre le prix d'une automobile au Canada et le prix de cette même automobile aux États-Unis?

● (1520)

Pourquoi, au lieu d'intensifier leur production et de réduire ainsi leurs prix unitaires ont-ils augmenté ces derniers, cherchant ainsi à récupérer beaucoup plus qu'ils n'espèrent en

Impôt sur le revenu—Loi

récupérer sur le dos des consommateurs américains? En agissant ainsi, ils auraient donné des emplois aux travailleurs et permis aux consommateurs canadiens de souffler un peu. Il me semble essentiel d'obtenir la réponse à ces questions avant de commencer à accorder des concessions, des subventions, des prêts et à aider à restructurer l'économie.

J'ignore si vous le savez, monsieur l'Orateur, mais je pensais que cela vous intéresserait, sachant que cette question vous tient à cœur. L'année dernière, le prix moyen de l'automobile moyenne achetée par le Canadien moyen a augmenté énormément. Cette année, au Canada, les prix ont augmenté en moyenne de 36 p. 100 par rapport à l'année dernière. On peut difficilement croire que l'industrie automobile fait tout ce qu'elle peut pour augmenter ses ventes, pour inciter le consommateur à acheter ses produits, augmentant ainsi sa productivité, sa capacité de production, ce qui aurait permis de créer davantage d'emplois dans la province. Si elle l'avait fait, cela aurait entraîné une augmentation générale des achats de biens de consommation.

Cette hausse de prix est ressentie par tous les consommateurs nord-américains. Cette année, les automobiles American Motors ont augmenté en moyenne de 34 p. 100 par rapport à l'année dernière. Pour les automobiles Chrysler, la hausse atteint 28 p. 100. Elle atteint 40 p. 100 pour les voitures Ford. La société General Motors a augmenté ses prix de 35 p. 100, sauf pour les Cadillac. Il s'agit des prix au Canada.

La différence entre le prix des automobiles au Canada et aux États-Unis est assez stupéfiante. La différence que l'industrie automobile juge nécessaire—et je me demande comment elle en est arrivée là—est considérable. Au Canada, une automobile nord-américaine coûte en moyenne \$7,061 alors qu'aux États-Unis la même voiture se vend \$6,187. Cela donne une différence de 14.2 p. 100. Et il s'agit de la même voiture. Dans certains cas, les prix sont considérablement plus forts.

Monsieur l'Orateur, si les gens se préoccupent à ce point du programme de dépenses du gouvernement et du fardeau fiscal qu'il leur faut assumer, c'est que non content de leur communiquer ces renseignements, le gouvernement leur annonce qu'il continue d'augmenter les impôts et de faire la charité, sous une forme ou une autre, à ces mêmes sociétés. Il nous faut nous pencher sur cet état de choses, et absolument découvrir pour quelles raisons il existe un tel écart entre le prix de deux voitures fabriquées par passablement la même population active, avec les mêmes niveaux de production et la même capacité de base de manufacturer des véhicules presque identiques. Pourquoi existe-t-il un écart aussi exorbitant entre le prix exigé pour une voiture au Canada et celui exigé aux États-Unis?

Les citoyens sont en droit de s'attendre à ce que le gouvernement se penche sur la question. Il incombe aux députés, entre autres responsabilités, de connaître la réponse à ces questions. Par conséquent, dans la même mesure, il incombe au gouvernement d'expliquer aux députés ces écarts et d'autres qui existent, avant de prendre des décisions concernant la distribution des deniers des contribuables pour quelque fin que ce soit.